



Paris, le 27 janvier 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

Un congé de formation étendu pour favoriser l'engagement bénévole mutualiste

Le Conseil constitutionnel vient de valider la loi Egalité et Citoyenneté qui, dans son article 10, prévoit un nouveau congé de formation spécifique pour les mandataires mutualistes (autres que les administrateurs). La loi crée également un congé de 6 jours (non rémunérés) pour les fonctionnaires hospitaliers, d'Etat et territoriaux afin qu'ils puissent participer à la vie de leur mutuelle.

« C'est une vraie reconnaissance de l'engagement mutualiste », se félicite Thierry Beaudet, président de la Mutualité Française. « Les 15 000 militants élus et bénévoles qui s'engagent au quotidien pour leur mutuelle et un meilleur accès aux soins vont pouvoir consacrer du temps à leur formation ».

La formation des mandataires mutualistes et la création d'un congé dédié à leur engagement sont devenus indispensables dans le contexte de plus en plus complexe dans lequel évoluent les mutuelles : règles prudentielles de Solvabilité 2, réglementation sur les contrats responsables, lecture d'états financiers... autant de sujets que les militants mutualistes doivent s'approprier dans le cadre de leurs fonctions et de leur participation aux instances de décision.

À propos de la Mutualité Française

Présidée par Thierry Beaudet, la Mutualité Française fédère la quasi-totalité des mutuelles en France. Elle représente 650 mutuelles dans toute leur diversité : des complémentaires santé qui remboursent les dépenses des patients, mais aussi des établissements hospitaliers, des services dédiés à la petite enfance et des crèches, des centres dentaires, des centres spécialisés en audition et optique, des structures et services tournés vers les personnes en situation de handicap ou les personnes âgées...

Les mutuelles interviennent comme premier financeur des dépenses de santé après la Sécurité sociale. Avec leurs 2 600 services de soins et d'accompagnement, elles jouent un rôle majeur pour l'accès aux soins, dans les territoires, à un tarif maîtrisé. Elles sont aussi le 1er acteur privé de prévention santé avec plus de 7 000 actions déployées chaque année dans toutes les régions.

Plus d'un Français sur deux est protégé par une mutuelle, soit 35 millions de personnes.

Les mutuelles sont des sociétés de personnes à but non lucratif : elles ne versent pas de dividendes et l'intégralité de leurs bénéfices est investie en faveur de leurs adhérents. Régies par le code la Mutualité, elles ne pratiquent pas la sélection des risques.

Présidées par des militants mutualistes élus, les mutuelles représentent également un mouvement social et démocratique, engagé en faveur de l'accès aux soins du plus grand nombre.

Contact presse :

- Constance BAUDRY
06 85 29 82 22 / constance.baudry@mutualite.fr

Photos de la
Mutualité Française
disponibles sur



